



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Fin-du-travail-ou-faim-de-travail,776>

DOSSIER : LE TRAVAIL IV (fin)

Fin du travail ou faim de travail

?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1053 - avril 2005 -

Date de mise en ligne : samedi 4 novembre 2006

Date de parution : avril 2005

Description :

IV. À la croisée des chemins : conclusion, brèves biographies et bibliographie.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nos trois précédentes publications (GR 1050-1052) ont rapporté la réflexion du groupe "La lanterne" sur les problèmes du travail et de l'emploi. Leurs constats aboutissent ici à l'exposé des options qui se présentent aujourd'hui pour choisir entre aggraver les inégalités et les nuisances ou bien redonner du sens à l'économie, à la démocratie et à l'éducation. La bibliographie de l'ensemble de leur travail et quelques notes biographiques suivent leurs conclusions. Nous attendons maintenant les réactions de nos lecteurs à l'ensemble de ces réflexions.

1. UN NOUVEAU CAPITALISME : LE CAPITALISME FINANCIER ACTIONNARIAL :

L'abandon du contrôle des changes monétaires (accords de Bretton Woods de 1944) crée, à partir de 1973, un gigantesque accroissement des transactions financières de par le monde dont le total était, en 2001, « soixante-dix fois plus élevé que le montant des échanges internationaux de biens et de services », selon l'économiste Dominique Plihon.

La spéculation va bon train. De moyen, l'argent est devenu une fin. Les actionnaires des grosses entreprises dictent leur loi. Partout les revenus du capital s'accroissent par rapport à ceux du travail. L'investissement n'est plus une priorité, surtout si la mévente s'installe et les stocks s'accumulent. Le marché est sous la coupe d'un capitalisme financier actionnarial, ce qu'avait pressenti l'historien Fernand Braudel : « L'économie de marché ... est une simple couche plus ou moins épaisse et résistante, parfois très mince, entre l'océan de la vie quotidienne qui la sous-tend et les processus du capitalisme qui, une fois sur deux, la manoeuvrent d'en haut ».

2. UNE MONDIALISATION RÉUSSIE OU L'AGGRAVATION DES INÉGALITÉS ET DES NUISANCES ?

Union européenne ou pas, la mondialisation économique est en marche. À quel prix ?

Selon l'économiste américaine Juliet Schor, « l'économie mondiale ... ne fait qu'occasionner davantage de stress, davantage de difficultés. Les conditions de travail se dégradent, le tribut que les pays doivent payer pour réussir dans l'économie mondiale ne cesse de s'alourdir. Le prix à payer pour la planète est de plus en plus élevé ». Opinion confirmée par René Passet : « En fonction des effets de domination, la libre initiative, loin d'être spontanément contenue par des mécanismes régulateurs, peut se prolonger en libre exploitation des hommes et des peuples ; la relation au social et à la nature n'étant pas prise en compte, l'optimisation marchande dégénère en perversion, épuisement du tissu social et saccage de la biosphère ».

3. COMMENT REDONNER DU SENS ?

a) À l'économie :

« Je dirais que l'attrait de la consommation, l'attrait qui sous-tend le consensus social favorable à ce système économique - personne ne manifeste dans la rue pour s'opposer au capitalisme, cela viendra peut-être qui sait -, cet attrait tient au fait que l'accumulation des biens est le principal moyen que nous ayons de donner un sens à notre vie. Autrefois, c'était notre religion, notre culture, nos familles, les parties intégrantes de l'ordre social, qui donnaient un sens à nos vies. Maintenant, avec l'avènement du capitalisme, de la modernité, ces structures s'effondrent pour céder la place à la liberté. En effet, aujourd'hui, nous avons une fabuleuse liberté de choix. Voilà ce que nous ont donné le capitalisme et sa culture. Et nous ne devons pas le sousestimer. Car l'oppression qui existait dans la société précapitaliste était considérable. Les gens n'avaient pas la possibilité d'être qui ils voulaient. Aujourd'hui, nous avons ce choix. Mais le problème est que nous réalisons que nos vies sont vides de sens. [...] J'estime que ce que nous recherchons dans cette culture de consommation frénétique, c'est un sens. Nous considérons qu'acheter des produits va donner un sens à notre vie. Mais ce n'est pas le cas, et nous consommons encore davantage. Nos vies ont alors moins de sens, et nous pensons que le problème est dû au fait que nous n'en avons pas assez. Alors nous faisons tout pour gagner un peu plus, pour avoir un appartement plus grand, nous pensons que c'est la clé du bonheur, et que cela va donner un sens à notre vie. La question difficile à laquelle la société doit répondre aujourd'hui, c'est de savoir si nous pouvons construire une société dans laquelle nous avons à la fois la liberté, l'autonomie, et un sens. » (Juliet Schor : Travail, une révolution à venir).

Construire une telle société suppose la mise en application d'une série de mesures économiques et financières qui accompagneraient les évolutions actuelles. Les revenus distribués par le travail voient leur part diminuer progressivement (57 % de la richesse nationale) et les revenus hors travail et les revenus du capital et de la spéculation augmenter. Alors prenons toutes mesures nous amenant, à terme, à une totale déconnexion du travail et du revenu : distribuons d'abord un revenu à chaque citoyen (la totalité des revenus étant indexée sur la richesse nationale) et amenons celui-ci, moyennant un contrat civique et professionnel, à exercer une ou plusieurs activités réparties sur son cycle de vie. Changeons les usages monétaires afin d'enlever son pouvoir à la finance internationale. La suppression de la misère et du chômage, ainsi que la reconstitution du lien social sont à ce prix. Selon André Gorz, « il faut évoquer ce terme ultime dès à présent en raison de sa valeur heuristique » (Transversales, Septembre-octobre 1997) et René Passet : « c'est le guide le plus sûr à la réflexion ».

b) À la démocratie :

Pliant devant le pouvoir financier international, ne parvenant plus à gérer une crise économique et sociale qui dure et s'installe, l'État assiste, impuissant, à la précarisation du travail, à la montée du chômage et de la pauvreté (en vingt ans, le nombre de repas servis par les Restos du Coeur est passé de 8 à 80 millions), aux exactions de toutes sortes.

Accusé de tous les maux (sauf lorsqu'il se montre généreux envers les entreprises), l'État distribue pourtant chaque année plus d'argent qu'il n'en reçoit : 45 milliards d'euros de déficit sont prévus pour l'année 2005.

Ses fonctions changeront s'il reprend en main l'émission monétaire, trace les grandes perspectives à moyen et long terme, revalorise les services publics, délègue la plupart de ses prérogatives aux collectivités territoriales selon le principe de subsidiarité, encourage l'initiative individuelle et préserve les libertés de chacun.

Un emploi à tous les citoyens actifs, un revenu modulé selon les âges et la participation au devenir du pays, un système politique ayant retrouvé son indépendance : la démocratie est à ce prix.

c) À l'éducation :

Nous laisserons le mot de la fin à l'écrivain Renaud Camus : « Il faut renverser totalement le raisonnement des

économistes et des politiques. Ils s'obstinent à vouloir mieux préparer les jeunes gens à des emplois qui n'existent pas, et qui existeront de moins en moins. Ils ont systématiquement mis à sac les humanités classiques, sous prétexte qu'elles ne menaient nulle part. Ils ont favorisé des filières dites "spécialisées", et l'on voit aujourd'hui qu'elles non plus ne mènent nulle part. Mais ce nulle part-là n'est que l'envers insignifiant d'un quelque part qui se dérobe, une antichambre qui n'ouvre sur rien, une pure impasse : le chômage, le désespoir, le total défaut de sens des jours, faute d'un petit sens de rien du tout, une situation, un emploi ; tandis que le nulle part de la culture générale, lui, est ce lieu particulier universel où nous sommes partout chez nous, des étrangers partout, le voyageur, le mendiant, le visiteur royal.

« La société se trompe sur ses vrais besoins. Elle n'a pas besoin d'autant de tourneurs qu'elle forme, ni d'autant de professeurs de tour. Elle n'a pas besoin de plus d'employés ; elle n'en a déjà que trop ; ni de professeurs d'emploi, d'emploiement, ou d'emploi. Elle a besoin de citoyens, et de poètes, et de promeneurs, et de sages ; et de professeurs d'emploi : maîtres qui vous apprennent la brièveté du temps, et ce que vous pourrez faire de vos journées, plus tard, lorsque par chance elles se trouveront être libres. » (Renaud Camus, dans Qu'il n'y a pas de problème de l'emploi.).

CONCLUSION

"Faim de travail" ou "Fin du travail" ? Ne nous laissons pas envoûter par ces deux formules, certes séduisantes, mais qui outrepassent la réalité.

Que certains gouvernants ou analystes pensent qu'un surcroît de travail remédierait à l'important chômage que connaissent nos sociétés avancées relève d'un contre-sens historique. Cette illusion tient à la double nécessité de créer de l'emploi à tout prix pour former l'essentiel des revenus et de développer à l'infini l'offre des biens et des services au prix d'un énorme gaspillage, deux mirages sans la poursuite desquels le processus économique subirait "un arrêt catastrophique".

Qu'à l'opposé, un esprit aussi avisé que Jeremy Rifkin intitule l'un de ses ouvrages *La fin du travail* ne doit pas nous émouvoir outre mesure : l'économiste américain use d'une formule provocatrice pour souligner une tendance irréversible dont le but ultime (la disparition totale du travail) n'est ni possible, ni souhaitable. Toutefois, force est de reconnaître avec Dominique Méda que le travail a perdu beaucoup de sa valeur en moins d'un demi-siècle : émietté, précarisé, rejeté à la marge de nombreux processus de production, il est objectivement déconsidéré et par ceux qui en sont exclus et reçoivent le secours de la puissance publique, et par ceux qui doivent affronter des tâches très lourdes, de plus en plus stressantes, parfois dénuées de motivation et qui, au bout du compte, voient leurs efforts anéantis par des prélèvements obligatoires dont l'augmentation constante est en relation directe avec l'exclusion des premiers. Cette "mise à mal" du travail (dans les deux sens) est en train de gangréner la société tout entière ; et seule une rupture du lien qui unit l'emploi et le revenu permettra d'accorder un emploi à chacun.

Mesure utopique ? Pas plus utopique que toute absence de mesure qui aggraverait cette tension entre "faim de travail" et "fin du travail" et serait préjudiciable à la valeur-travail, à l'emploi et à la cohésion sociale.

QUELQUES REPÈRES BIOGRAPHIQUES.

Arendt Hannah (1907-1975). Philosophe. Exilée en France, puis aux États-Unis. Elle a mené une réflexion sur l'originalité radicale de notre époque.

Duboin Jacques (1878-1976). Député de la Haute-Savoie. Sous-secrétaire d'État au Trésor (1926). Il abandonne la vie politique pour tirer les leçons de la crise de 1929 et dessiner les grandes lignes d'une économie distributive.

Keynes John (1883- 1946). Économiste britannique. Il réclame une intervention de l'État sans porter atteinte à l'autonomie de l'entreprise privée.

Maurin Eric Polytechnicien. Docteur en sciences économiques. Chercheur au Centre de Recherche en Economie et en Statistique.

Maris Bernard Meilleur économiste (1995). Professeur à Paris et New-York. "Oncle Bernard" à Charlie Hebdo. Consultant à France-Inter.

Méda Dominique Ecole Normale Supérieure. Agrégée de Philosophie. École Nationale d'Administration. Chargée de mission au Commissariat au Plan et au Ministère du Travail.

Passet René Professeur émérite de sciences économiques à l'Université Paris 1 - Panthéon - Sorbonne. A été le premier président du Conseil Scientifique d'Attac.

Plihon Dominique Professeur d'économie à l'Université Paris-Nord. Président du Conseil Scientifique d'Attac.

Polanyi Karl A été professeur à l'Université de Columbia. Réflexions menées dans la lignée de Max Weber et de Josef Schumpeter.

Rifkin Jeremy Économiste américain. Président de la Fondation pour l'étude des tendances économiques.

Schor Juliet Économiste américaine. A enseigné à l'Université de Harvard. Enseigne à l'Université de Tilburg aux Pays-Bas.

BIBLIOGRAPHIE

Arendt Hannah. Condition de l'homme moderne. Calmann-Lévy. 1958.

Boissonnat (rapport). Le travail dans vingt ans. Odile Jacob. 1995.

Braudel Fernand. La dynamique du capitalisme. Arthaud. 1985.

Camus Renaud. Qu'il n'y a pas de problème de l'emploi. P.O.L. 1994.

Duboin Jacques. Libération. OCIA. 1936. Les yeux ouverts Jeheber. 1955.

Einstein Albert. Ecrits politiques. Seuil. 1991.

Gorz André. Adieux au prolétariat. Galilée. 1980. Misères du présent. Richesses du possible. Galilée. 1997. L'immatériel. Galilée. 2003.

Husson Michel. Misère du capital. Syros. 1996.

Jacquard Albert. J'accuse l'économie triomphante. Calmann-Lévy. 1995.

Jarrosson et Zarka. De la défaite du travail à la conquête du choix. Dunod. 1997.

Keynes John Maynard. Essai sur la monnaie et l'économie. Chap. 9 (1930). Payot. 1996.

Larrouturou Pierre. Du temps pour vivre. Flammarion. 1995.

Maris Bernard. Antimanuel d'économie. Bréal. 2003.

Marx Karl. Grundrisse (Principes) (1857-1859). Dietz, Ed. Sociales.Paris. 1987.

Méda Dominique. Le travail, une valeur en voie de disparition. Aubier. 1995.

Noël Bernard. La castration mentale. P.O.L. 1997.

Packard Vance. L'ère du gaspillage. Seuil. 1970.

Passet René. L'illusion néo libérale. Fayard. 2000. Éloge du mondialisme. Fayard. 2001.

Plihon Dominique. La monnaie et ses mécanismes. La Découverte. 2001. Le nouveau capitalisme. Flammarion. 2001.

Polanyi Karl. La grande transformation. NRF. Gallimard. 1944.

Rifkin Jeremy. La fin du travail. La Découverte. 1996.

Rigaudiat Jacques. Réduire le temps de travail. Syros. 1993.

Robin Jacques, Passet René, Merlant Philippe É Sortir de l'économisme. L'Atelier. 2003.

Schor Juliet et Méda Dominique. Travail, une révolution à venir. Mille et une Nuits. Arte. 1997.

Sue Roger. Vivre en l'an 2000. Albin Michel. 1985.

Toffler Alvin et Heidi. Créer une nouvelle civilisation. Fayard. 1995.

Viveret Patrick. Reconsidérer la richesse. Seuil. 2003.